

1. Marche de l'établissement

☞ Dans l'actualité de TotalEnergies, la CGT demande que le Groupe fasse un don aussi important pour Mayotte que pour Notre-Dame. Pourquoi 20 fois moins (5 Millions vs 100 Millions), pour un département français si durement touché avec 200 salariés de TotalEnergies (dépôts et station services).

☞ GEPP – fin de carrière

L'accord est applicable à partir du 1^{er} janvier 2025 mais la Direction n'est pas administrativement prête et ne peut répondre à toutes les questions des salariés. La CGT demande à la Direction un délai pour ceux qui peuvent partir au 1^{er} avril afin qu'ils puissent faire leur dossier d'ici la mi-février.

☞ Irak – régime expatriation

La Direction Générale impose unilatéralement un changement de régime d'expatriation à certains collègues en Irak. La CGT dénonce depuis toujours la **NON-négociation** des RAPMI (Règles d'Administration du Personnel en Mobilité Internationale) et se bat pour obliger la direction à négocier avec les élus. Faites-nous remonter vos revendications pour les porter dans les plus hautes instances.

☞ Managers – attention au burn-out !

La CGT interpelle la Direction sur la montagne d'informations/formations que doit gérer un manager pour tenir son poste. C'est d'autant plus difficile à la première prise de poste. La Direction répond en avoir conscience et avoir mis en place des actions depuis septembre. Faites-nous vos remontées et protégez-vous des risques psycho-sociaux.

2. Réorganisation OT/TL/TEC/COR

La CGT a rappelé au management de OT/TEC qu'il doit continuer à être vigilant sur les risques psycho-sociaux de l'entité. Dans la nouvelle réorganisation, seul un manager passe sur un poste de spécialiste, sinon aucune mobilité

géographique, aucun changement de définition de poste, ni de NP.

3. Open-spaces

☞ Le déploiement va continuer !

Le déploiement d'open-spaces se généralise et la Direction informe d'une nouvelle vague de travaux (EB, EC, CA & CB). L'expérience montre que cela peut bien se passer si c'est travaillé avec les équipes concernées. Mais attention, la Direction paloise préfère faire de grands plateaux plutôt que de petits espaces qui sont plus adaptés mais moins flexibles lorsqu'il y a des changements de dimension d'équipes.

☞ Où va aller le CSE ?

Plutôt qu'un nouveau bâtiment, la Direction veut imposer une solution avec un CSE et les Organisations Syndicales dans 2 bâtiments éloignés. La CGT proteste fortement : comment faire fonctionner les Activités Sociales et Culturelles (ASC) avec des équipes scindées en deux ? La CGT ne lâche pas l'affaire et a été à l'initiative d'un courrier au PDG signé par toutes les OS, sauf la CFE-CGC

6. Accord Handicap

La référente Handicap démultiplie l'accord handicap. C'est l'occasion pour la CGT de la questionner sur l'outil « autodiagnostic » mis à disposition des salariés. La réponse est que cela permettrait au salarié de réaliser qu'il est gêné dans la tenue de son poste de travail pour des raisons qui pourraient être reconnues comme relevant du handicap.

Cette intervention est aussi l'occasion pour la CGT de rappeler la revendication de la création d'un poste de référent handicap à 100% pour un aussi grand établissement que Pau. Ainsi, le levier « Care » (QVCT, référent handicap, ...) aurait un « vrai » service avec plusieurs postes !

6. Stratégie

La Direction présente aux élus les orientations stratégiques du Groupe.

☞ OneTech toujours dans le flou

La CGT fait remarquer que les effectifs de l'EP et de GRP sont en croissance, actant une prévision d'activité en hausse, alors que ceux de OneTech stagnent désespérément. One Tech, centre de compétences et d'innovation ? La CGT n'est toujours pas convaincue de l'ambition technique de la Direction. Et un One Tech saison 2 est annoncé... La réorganisation en vue sera-t-elle plus engageante ?

6. RIC – Réclamations Individuelles et Collectives

☞ Action! et EIA

La Direction est bien incapable d'expliquer pourquoi certaines hiérarchies ajoutent le programme Action! dans l'EIA. Vous ne pouvez pas être évalué pour cela !

☞ Nuage de points

Les RH ne veulent plus vous donner le nuage de points qui permet de vous comparer à vos collègues. Objectif de la Direction : individualisation à outrance, un salaire fonction du poste et non de votre carrière et compétences. Le seul chiffre que vous aurez est celui du « benchmark » France par NP. Bonjour la transparence !

☞ Atelier Inclusion (Allyship)

La Direction paloise confirme que ces ateliers ne sont pas obligatoires.

☞ Atelier Sécurité Routière

La CGT demande à la Direction de répondre aux critiques sur le choix d'une association auto pro-vitesse pour animer un atelier sécurité routière. La Direction dit avoir entendu et à l'avenir faire un choix différent. Dès le prochain atelier sur la voiture en faisant intervenir une association de cyclistes ? Chiche !

RETRAITES : GAGNONS L'ABROGATION DES 64 ANS !

Deux ans après notre mobilisation historique, le gouvernement est contraint d'ouvrir des concertations pour revoir la réforme des retraites. Cependant, patronat et gouvernement vont tout faire pour empêcher l'abrogation de la réforme. Seule notre mobilisation peut faire la différence.

LE RETOUR

LA MOBILISATION MASSIVE DE 2023 A MIS LES RETRAITES AU CENTRE DU DÉBAT

64 ans, ça ne passe pas ! D'ailleurs tous ceux qui ont défendu le recul de l'âge de la retraite ont été sanctionnés dans les urnes. En transparence, **la CGT rendra publique chaque étape de la concertation** pour que tous les salarié-es puissent suivre et décider ensemble de comment agir pour gagner.

ENFIN

LE PREMIER MINISTRE A ÉTÉ OBLIGÉ D'ANNONCER L'OUVERTURE DE CONCERTATIONS SUR LES RETRAITES

Lors de ces concertations, les organisations syndicales vont se heurter au patronat et au gouvernement qui ne veulent pas revenir sur les 64 ans. Alors que **de nombreux leviers existent** pour trouver les 16 milliards d'euros à l'horizon 2030, **le patronat refuse par principe** toute recette supplémentaire. Pire, ils veulent confier une partie de nos retraites aux fonds spéculatifs en mettant en place de la retraite par capitalisation.

DÉMOCRATIE

LE VOTE SUR LA LOI RÉFORMANT LES RETRAITES DOIT ENFIN AVOIR LIEU !

La concertation sur les retraites ne doit pas servir à légitimer la loi jamais votée, imposée par 49.3 en 2023 contre la volonté de la population. Aujourd'hui, plus de 70 % sont pour l'abrogation de la réforme des retraites. Pour que la démocratie soit respectée, la CGT exige dans tous les cas **un vote au Parlement ou la consultation des français-es par référendum.**

RIEN

SUR LES SALAIRES, PENSIONS, LICENCIEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Lors de son discours à l'Assemblée le Premier ministre n'a fait aucune annonce pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour contrer les milliers de licenciements en cours ou sur la nécessité de stopper les attaques envers les services publics, premières préoccupations de la population. Son discours s'inscrit dans le sillage des **politiques économiques exclusivement aux bénéfices des grands groupes**, il poursuit le chantage à la dette, les menaces sur les services publics et la sécurité sociale.

POUR GAGNER : S'INFORMER, ÉCHANGER, MOBILISER

Alors que le chômage augmente, si les anciens travaillent plus longtemps il n'y aura pas de travail pour les jeunes. Prétendre nous faire travailler sans s'arrêter, pendant 43 années, jusqu'à 64 ans, sans avoir subi un licenciement, des carrières hachées, notamment pour les femmes, c'est mission impossible : il s'agit en fait de **baisser le montant de nos retraites.**

Alors que le retour à 62 ans représenterait pour 2025, 3 milliards €, soit moins de 1 % du budget total des retraites, le Gouvernement et le Medef nous parlent toujours des dépenses, jamais du manque de recettes... Pourtant en stoppant les **cadeaux aux grandes entreprises et aux plus fortunés** il y a de quoi financer aussi bien l'abrogation que des avancées sur les départs anticipés, contre la pénibilité et pour les régimes pionniers.

L'augmentation des salaires, l'égalité femmes hommes, la suppression des exonérations de cotisations permettraient de **financer les avancées sociales pour nos retraites.**